Brexit : Les entreprises britanniques désespérées

Publié le 5 mars 2019

Le 20 février dernier, la Directrice générale de la CBI (homologue britannique du MEDEF) s'est exprimée dans une tribune au Times et a déclaré « Les entreprises britanniques sont au désespoir. Elles vivent dans une incertitude paralysante depuis plus de 30 mois et, maintenant qu'il ne reste que 37 jours avant que le Royaume-Uni ne quitte l'Union européenne, une sortie sans accord reste une possibilité cruelle. En conséquence, certaines entreprises dépensent des millions en plans de contingence dont elles n'ont peut-être pas besoin et, ce qui est encore plus inquiétant, une majorité de petites entreprises n'ont pris aucune mesure.

Selon la CBI, la Grande-Bretagne n'est pas prête pour une sortie sans accord et prétendre le contraire est « *irresponsable* ». Les entreprises de toutes tailles ont réagi avec un courage remarquable depuis le référendum. Cependant, leur patience touche à sa fin. Combien d'autres entreprises doivent publier leurs projets d'investissements hors du Royaume-Uni avant que le gouvernement ne déclare clairement qu'une sortie sans accord ne se produira pas ? Chaque nouvelle annonce est source d'inquiétude pour les employés. Les investissements et les emplois sont en train de disparaître. Une sortie sans accord causerait des perturbations immédiates pour l'industrie et le secteur des services, leader mondial, qui représente 80 % de l'économie. Mettre fin au traitement transfrontalier des données aurait par exemple des conséquences aussi graves pour les grandes surfaces que pour les start-up technologiques. Près de 30 000 petites et moyennes entreprises servent les radiodiffuseurs britanniques. Au fur et à mesure que les licences de chaînes seront transférées à l'étranger, le personnel suivra probablement. Commerce mis à part, le NHS et d'autres organismes publics essentiels ont clairement fait savoir qu'ils n'étaient pas prêts. « *Dans ce contexte, même l'investisseur le plus panglossien réfléchirait à deux fois avant de choisir le Royaume-Uni* », s'inquiète la CBI. « *La compétitivité à long terme du pays est en jeu. Il existe déjà de sérieuses questions sur notre capacité à reconduire les accords de libre-échange existants. Au cours des six premières années de l'accord commercial UE-Corée du Sud, les exportations britanniques vers la Corée du Sud ont plus que doublé. Pourtant, en cas de sortie sans accord, cet accord de libre-échange pourrait devenir caduc et nuire à nos ambitieuses entreprises mondiales.* » Pour la CBI, « *un accord doit être négocié et une absence d'accord évitée. Les politiciens peuvent agir. Un échec serait impardonnable.* »

>> Consulter les Nouvelles d'Outre-Manche